Thierry Rousseau et Céline Saint-Pierre

Respectivement étudiant au doctorat en sociologie à l'UQAM
et sociologue à l'IINRS Urbanisation, Culture et Société

(1992)

“Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Thierry Rousseau et Céline Saint-Pierre, sociologues

“ Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière ”

Une édition numérique réalisée à partir de l'article de Thierry Rousseau et Céline Saint-Pierre publié dans l'ouvrage sous la direction de Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Chapitre 10 “Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière” (pp. 265 à 295). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, 812 pp.

En 1992, M. Thierry ROUSSEAU est étudiant au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et assistant de recherche au Centre de recherche en évaluation sociale des technologies de l'UQAM. Madame Céline SAINT-PIERRE est professeure de sociologie et vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche à l'Université du Québec à Montréal.

Autorisation accordée par Mme Saint-Pierre le 14 juillet 2003.

Céline Saint-Pierre est sociologue et directrice du développement
Chaire Fernand-Dumont sur la culture, INRS Urbanisation, Culture et Société

Celine_Saint-Pierre@INRS-UCS.Uquebec.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 8 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

I. Caractéristiques structurelles de la classe ouvrière au Québec

- a) Évolution de la répartition sectorielle de la main-d'œuvre
- b) Le secteur primaire: emploi régional et déclin dans l'économie globale
- c) Le secteur secondaire: espace central de transformation de la classe ouvrière
- d) Le secteur tertiaire: expansion des activités et hétérogénéité des statuts socioprofessionnels
- e) Les statuts d'emplois

II. La classe ouvrière en transformation: enjeux et perspectives d'avenir

Bibliographie

«Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière»

par Thierry Rousseau et Céline Saint-Pierre, sociologues

in ouvrage sous la direction de Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*. Chapitre 10 «Formes actuelles et devenir de la classe ouvrière» (pp. 265 à 295). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, 812 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

En cette fin de XXe siècle, tenter de définir la classe ouvrière dans les sociétés industrielles est une entreprise difficile, souvent imprégnée par la quête nostalgique d'un acteur social aux traits modifiés, voire effacés. En effet, la définition sociologique la plus consacrée de la classe ouvrière renvoie aux couches sociales qui ont constitué les fondements du rapport salarial fordiste, ainsi nommé par les théoriciens de l'école française de la régulation¹. En ce sens, la forme sociale concrète de la classe ouvrière industrielle regroupe les ouvriers de métier et les ouvriers spécialisés, plus communément appelés les OS. Les formes du travail circonscrites dans cet espace économique et social relèvent davantage du travail manuel et recouvrent des activités de transformation de la matière en vue de la production de biens matériels. Depuis les

---

¹ Voir principalement les travaux de Boyer (1987) et de Lipietz (1979), du CEPREMAP de Paris.

années soixante-dix notamment, le rapport salarial fordiste, rapport social central des sociétés capitalistes développées, connaît une crise majeure, à l'origine de profondes transformations de la classe ouvrière, voire de sa métamorphose². Conséquemment, il serait téméraire de retenir, sans les revoir, les critères de définition classique de la classe ouvrière, étant donné les modifications profondes de ses bases de formation et l'éclatement des modes d'insertion des couches sociales salariées dans ce nouvel espace social. Les régulationnistes parleront d'économie post-fordiste; d'autres analystes, tels que Bell et Touraine, de société postindustrielle.

Ces considérations sont importantes et expliquent notre choix pour rendre compte des caractéristiques et des enjeux de la classe ouvrière au Québec pendant la période 1960-1990. Il nous a semblé impossible, dans l'état actuel des connaissances, de contourner le portrait statistique pour dresser le profil actuel des places occupées par les secteurs de production dans la structure économique et pour examiner la répartition professionnelle des individus dans les différentes branches de la production. Il faut se rappeler cependant que ces données ne traduisent pas directement le rapport social qui sous-tend la division sociale du travail. En permettant d'en reconstituer certains éléments, elles indiquent le sens des déplacements des individus dans les activités de production et nous donnent l'occasion de réfléchir sur la nature du travail et sur les caractéristiques des catégories sociales organisées autour de la production des biens et des services.

Dans la première partie, nous présentons le portrait des caractéristiques socio-structurelles des catégories sociales composant la classe ouvrière, (terme que nous conserverons avec les précautions indiquées précédemment). Ces caractéristiques sont le résultat d'un travail d'interprétation des données statistiques. Dans la seconde partie, nous faisons état de certaines transformations importantes de l'appareil productif, de l'organisation de l'entreprise ainsi que du marché de l'emploi pour mieux cerner les contours des nouvelles figures ouvrières. Les nouveaux enjeux sociétaux qui accompagnent ces changements, tels la précarisation de l'emploi, la formation professionnelle et les problèmes reliés à la santé et à la sécurité du travail sont aussi discutés³.

---

² On doit cette expression à Lojkine (1986).

³ La nomenclature théorique des classes sociales sera appelée à connaître de profonds changements dans les prochaines années. Nous conservons dans la présente analyse le terme de classe ouvrière en étant bien conscients qu'il faudra faire ce travail de redéfinition. Cependant, seules des analyses fines des réalités en transformation pourront nous permettre d'avancer dans la mise au point d'une problématique adéquate.

I - Caractéristiques structurelles de la classe ouvrière au Québec

a) Évolution de la répartition sectorielle de la main-d'œuvre

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1961⁴, le Québec a connu une croissance de sa population active de près de 1 300 000 personnes (tableau 1). Cette augmentation s'est réalisée en grande partie au cours des années soixante et soixante-dix, alors que la décennie suivante enregistre plutôt un fléchissement important du taux de progression de l'emploi. Deux constatations s'imposent concernant la répartition sectorielle de la main-d'œuvre: en premier lieu, la diminution, non seulement relative, mais absolue (pendant les dix dernières années) de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, dont l'importance a décliné de neuf points depuis 1961; en second lieu, l'accroissement substantiel de la taille du secteur tertiaire, qui regroupe 72,1% des emplois en 1990, comparativement à 52,21% en 1961. La plupart des nouveaux emplois ont ainsi été créés dans le secteur tertiaire. Cette expansion témoigne d'ailleurs d'une certaine indifférence aux ralentissements de la croissance économique, la récession de 1981 ayant d'abord entraîné une baisse du nombre d'emplois dans le secteur manufacturier. Ces changements dans la répartition de l'emploi altèrent profondément l'image traditionnelle de la classe ouvrière. Ce n'est désormais plus dans les industries de transformation ou dans les activités de production directe de biens matériels que se crée la majorité des emplois et que s'organise le rapport salarial, mais plutôt dans les nombreux services offerts aux particuliers et aux entreprises. Ces services comprennent notamment des activités de conception de produits, de préparation de la production, de transport et de distribution des marchandises, mais aussi des activités qui échappent au secteur marchand à proprement parler et qui n'ont qu'un rapport indirect à la production de marchandises: santé, éducation, fonction publique, etc. Les espaces traditionnels de rassemblement des ouvriers et des ouvrières de pro-

⁴ Depuis les années soixante, les analyses des classes sociales au Québec se sont faites nombreuses. Elles ont souvent insisté sur la situation de dépendance économique et politique des Canadiens français (Dofny et Rioux, 1962) et la question nationale (Dofny, 1978). Pour une rétrospective historique synthétique des changements qui ont marqué le monde du travail au Québec depuis les trente dernières années, voir Linteau et al. (1986), plus particulièrement le chapitre 39, Travailleurs et travailleuses, pages 523 à 531.

duction ont ainsi perdu leur importance quantitative. Les éléments constitutifs de l'identité de la classe ouvrière industrielle s'en trouvent modifiés considérablement. La production industrielle est désormais investie par des processus d'automatisation et d'informatisation de la production qui ont peu à peu évincé des ateliers de production les catégories sociales identifiées à la classe ouvrière.

Cependant, il n'est pas suffisant d'invoquer la place croissante de l'emploi provenant du secteur tertiaire pour expliquer la dynamique actuelle propre aux classes sociales des sociétés industrielles contemporaines. La définition initiale du secteur tertiaire n'a pas fait l'objet, sauf tout récemment, d'un travail de conceptualisation rigoureux: on a surtout défini le tertiaire comme un regroupement d'activités qui ne relèvent pas des secteurs primaire et secondaire⁵. Par ailleurs, les modalités d'appréhension des classes ne renvoient pas, selon nous, de manière univoque, à la seule répartition des individus selon les secteurs de l'activité économique: la division sexuelle du travail, l'âge, l'origine ethnique, l'identité socioprofessionnelle, le statut lié à l'emploi, le revenu, les formes de revendication des intérêts individuels et collectifs, de même que les représentations que se font les individus des situations qui sont les leurs, interviennent comme facteurs dans la composition des nouvelles figures de classes qui émergent du creuset des transformations socio-économiques que connaît le Québec contemporain.

Nous voulons faire appel ici à cette transversalité nécessaire à l'analyse de la structure socioprofessionnelle en présentant quelques-unes des données qui nous apparaissent les plus pertinentes pour atteindre cet objectif. Les statistiques des agences gouvernementales canadiennes et québécoises demeurent encore les outils de référence les plus fiables pour amorcer ce travail de repérage. Mais nous sommes conscients qu'une telle analyse formelle n'épuisera jamais toute la complexité du social dont nous voulons rendre compte en discutant des classes sociales, et plus précisément de la classe ouvrière du Québec des années quatre-vingt-dix, en supposant, et nous y reviendrons, que ce terme soit toujours le plus adéquat pour désigner les réalités que nous voulons décrire. Nous nous proposons d'abord d'examiner les changements de la répartition de l'emploi entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, en faisant état des caractéristiques qui nous apparaissent le mieux expliquer les attributs des individus qui les occupent afin de faire ressortir le profil des travailleurs et des travailleuses qui composent les couches sociales d'une classe en mutation profonde.

---

⁵ Voir par exemple les deux premiers auteurs qui ont construit la notion de tertiaire: Fisher (1945) et Clark (1960).

Tableau 1

Évolution de l'emploi dans les secteurs de l'activité économique,
Québec (1961, 1971, 1981, 1986 et 1990)

	1961	1971	1981	1986	1990
Toutes les industries	1 768 119 100,00%	2 169 150 100,00%	2 986 535 100,00%	3 089 535 100,00%	3 052 600 100,00
Secteur primaire	199 943 11,30%	121 110 5,62%	133 690 4,47%	131 690 4,26%	104 100 3,41
Secteur secondaire dont :	593 646 33,57%	621 435 28,64%	791 885 26,51%	757 727 24,52%	747 100 24,47
Industries manufacturières	464 995 26,29%	501 825 23,13%	642 035 21,49%	597 325 19,33%	580 000 19,00
Construction	128 651 7,27%	119 610 5,51%	149 850 5,01%	160 400 5,19%	167 400 5,48
Secteur tertiaire	923 263 52,21%	1 218 460 56,17%	1 946 540 65,17%	2 090 510 67,66%	2 201 400 72,10
Activités indéterminées	51 267 2,89%	207 150 9,54%	114 425 3,83%	109 605 3,54	—*

* On ne tient pas compte des activités indéterminées pour 1990.

Sources: Statistique Canada, «Tendances au niveau de l'industrie, 1951-1986», Dimensions, n° 93-152, tableau 1. Pour 1990, les données sont tirées de Direction..., 1991, tableau 3, p. 90. Ces dernières données ne sont pas tout à fait identiques à celles des recensements effectués par Statistique Canada. Leur interprétation et la comparaison avec les années antérieures (1971 à 1986) doivent tenir compte des possibilités de clivage entre les deux sources de données. Néanmoins, ces données indiquent les tendances actuelles dans l'évolution de l'emploi.

b) Le secteur primaire: emploi régional et déclin dans l'économie globale

[Retour à la table des matières](#)

Le secteur primaire regroupe principalement, avec l'agriculture, la chasse et le piégeage, les sous-secteurs des mines et de l'exploitation forestière. L'ensemble du secteur accuse une perte de près de 96 000 emplois, alors que la population active au Québec a crû d'environ 1 300 000 personnes depuis le début des années soixante jusqu'à maintenant (tableau 1). L'importance pondérée du secteur a donc accusé une diminution sérieuse, puisqu'il a passé de 11,30% de la main-d'oeuvre de l'ensemble des trois secteurs, à 3,41% (situation qui se compare à la moyenne des pays industriels occidentaux). La part de l'emploi masculin prédomine avec 78,42% des effectifs en 1990. Elle est cependant plus faible qu'en 1961, ce taux étant alors de 91,54%. Aujourd'hui, il n'y a que la construction qui possède un indice de «masculinité» plus élevé avec 88,00% d'hommes composant ses effectifs (tableau 4). Les immigrants récents y sont peu nombreux: 4330 personnes en 1986 (tableau 6). Enfin, on doit tenir compte de la répartition de ce secteur par région: d'une part, certaines régions possèdent une forte concentration de travailleurs des mines et des forêts (l'Abitibi-Témiscamingue, par exemple, avec 18,03% de sa main-d'oeuvre: tableau 7); d'autre part, ce secteur alimente de nombreuses activités de transformation industrielle des ressources naturelles qui comptent pour une part importante de l'emploi dans les régions.

TABEAU 2

Répartition de l'emploi dans le secteur manufacturier,
Québec (1971,1981,1986 et 1990)

	1971	1981	1986	1990	en % 71-90
Aliments et boissons	12,16%	11,81%	12,03%	9,56%	(-2,60)
Tabac	1,05%	0,71%	0,63%	0,43%	(-0,62)
Caoutchouc et produits en plastique	2,50%	2,72%	3,03%	3,79%	1,29
Cuir	2,71%	2,05%	1,79%	1,50%	(-1,21)
Textile	7,07%	6,02%	5,09%	4,00%	(-3,07)
Bonneterie	1,95%	1,88%	1,48	—	—
Habillement	12,29%	12,37%	12,36%	11,31%	(-0,98)
Bois	4,41%	6,01%	6,56%	6,37%	1,96
Meuble et articles d'ameublement	3,27%	3,78%	4,38%	4,75%	1,48
Papier et activités connexes	8,37%	7,77%	7,60%	8,01%	(-0,36)
Imprimerie, édition et activités connexes	5,11%	5,62%	6,65%	6,68%	1,57
Première transformation des métaux	5,29%	5,37%	4,89%	5,77%	0,48
Fabrication de produits en métal (sauf transport)	6,07%	6,54%	5,97%	7,44%	1,37
Fabrication de machines (non électriques)	2,78%	3,74%	3,61%	2,46%	(-0,32)
Fabrication d'équipement de transport	6,57%	6,41%	6,23%	7,56%	0,99
Fabrication de produits électriques	6,35%	5,22%	5,36%	7,86%	1,51
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,73%	2,88%	2,56%	2,48%	(-0,25)
Fabrication de produits du pétrole et charbon	1,06%	1,04%	0,69%	0,62%	(-0,44)
Industrie chimique	4,96%	4,42%	4,66%	5,98%	1,02
Industries manufacturières diverses	3,20%	3,52%	4,33%	3,34%	0,14
Total industries manufacturières	100,0%	100,0%	100,0%	100,00%	

Sources: Statistique Canada, «Tendance au niveau de l'industrie, 1951-1986», Dimensions, n° 93-152, tableau 2 (pour les années 1971 à 1986). Pour 1990, les données sont tirées de Direction..., 1991, tableau 3, p. 90.

Tableau 3
Évolution du secteur secondaire élargi, Québec (1961,1971,1981,1986 et 1990)

	1961	1971	1981	1986	1990
Forêt	42 441 2,40%	21 920 1,01%	24 125 0,80%	26 520 0,85%	19 400 0,63%
Mines	25 566 1,44%	25 340 1,16%	30 275 1,01%	22 850 0,73%	19 200 0,62%
Industries manufacturières	464 995 26,29%	501 825 23,13%	642 035 21,49%	597 325 19,33%	580 000 18,99%
Construction	128 651 7,27%	119 610 5,51%	149 850 5,01%	160 400 5,19%	167 100 5,47%
Total secondaire élargi	661 653 37,42%	668 695 30,82%	846 285 28,33%	807 095 26,12%	785 700 25,73%
Toutes activités économiques	1 768 119 100,00%	2 169 150 100,00%	2 986 535 100,00%	3 089 535 100,00%	3 052 600 100,00%

Sources: Statistique Canada, «Tendance au niveau de l'industrie, 1951-1986», Dimensions, n° 93-152, tableau 1, pour les années 1961 à 1986. Pour 1990, les données sont tirées de Direction..., 1991, tableau 3, p. 90.

Si nous excluons les travailleurs agricoles du secteur primaire, la classe ouvrière regroupe principalement les travailleurs des mines et de l'exploitation des ressources forestières, soit 39 000 personnes en 1990 (Direction..., 1991, p. 90, tableau 3); ils sont en partie exploitants-propriétaires (en forêt, de nombreux travailleurs possèdent leurs outils de travail: scies mécaniques, débusqueuses, etc.) ou employés/salariés, affectés directement à la production (les mineurs et certaines catégories de bûcherons), ou encore membres du personnel de soutien des activités productives proprement dites. Les statistiques ne nous permettent pas de faire la distinction fort nécessaire entre ces différents statuts pour en dégager le contingent des travailleuses et des travailleurs salariés. En conclusion, le poids du secteur continue de décliner dans l'ensemble de l'économie, mais cette décroissance ne signifie pas que le secteur ne conserve pas une importance régionale.

c) Le secteur secondaire: espace central de transformation de la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Le secteur secondaire comprend habituellement les industries manufacturières et la construction. L'évolution des effectifs de chacun de ces deux sous-secteurs ne suit pas tout à fait les mêmes tendances et obéit à des conjonctures différentes. Historiquement, les assises de la classe ouvrière se situent dans le secteur manufacturier. Les travailleuses et les travailleurs industriels ont constitué la figure classique de la classe ouvrière et c'est dans les rapports sociaux entre capital et travail que la conscience ouvrière s'est développée pour se traduire dans les luttes politiques et syndicales qui ont été celles des XIX^e et XX^e siècles. Le repérage des caractéristiques de la classe ouvrière industrielle demande que nous examinions l'évolution de l'emploi dans le secteur manufacturier et dans celui de la construction au Québec.

Quelques observations s'imposent pour la période qui nous occupe. Depuis l'après-guerre, le poids du secteur manufacturier n'a cessé de perdre de l'importance. Ce mouvement culmina en 1990, sans que l'on puisse dire si un seuil historique a été atteint ou si cette évolution va continuer. La sphère des activités de production proprement dites (les industries manufacturières) ne regroupe plus que 19,00% de l'emploi de l'ensemble des secteurs en 1990. Cette proportion s'élevait à 26,29% en 1961 (tableau 1). Le secteur manufacturier manifeste également une sensibilité particulière aux mouvements généraux de la conjoncture économique, les ralentissements de l'activité se traduisant immédiatement par des pertes d'emplois, comme en 1981, mais aussi dans la récession qui se poursuit au début des années quatre-vingt-dix. Après avoir connu un sommet historique en 1981 avec 642 035 emplois, suivi d'une chute considérable pendant la récession de 1981-1983, les effectifs du secteur manufacturier augmentent peu à peu, sans jamais revenir à la situation qui prévalait avant la crise de 1981. Ils s'élèvent à 580 000 en 1990. Les prochaines années risquent d'ailleurs, selon les prévisions, de ne pas être davantage propices à la croissance de l'emploi dans ce secteur, puisque celui-ci devrait avoir perdu 4,70% de ses effectifs en 1991. Les perspectives quant aux prochaines années annoncent des taux de croissance de l'emploi nuls ou négatifs (Direction..., 1991, p. 87). La création d'emplois dans le secteur manufacturier demeure donc faible. Au-delà des facteurs conjoncturels, les phénomènes de longue durée jouent de manière prépondérante. Mentionnons

ici l'intervention de plus en plus poussée des nouvelles technologies dans la production, la libéralisation des échanges économiques ⁶ et l'émergence de nouveaux pays industrialisés. Les conséquences de ces facteurs sont cependant difficiles à évaluer avec précision; il en découle toutefois pour le Québec des problèmes importants de rajustements de la main-d'oeuvre quant à la formation, le recyclage, la transformation de la nature et des types d'emplois (précarité, développement du travail à temps partiel, etc.) que nous aurons l'occasion de discuter dans la seconde partie. Le secteur de la construction connaît quant à lui une évolution conjoncturelle légèrement différente du secteur manufacturier. Cette différence est due à la fois aux politiques contre-cycliques des gouvernements, ainsi qu'à la nécessité de pallier les besoins de logements reliés à des mouvements démographiques qui s'expriment de façon relativement indépendante de la conjoncture économique. La part relative de l'emploi du secteur de la construction reste d'ailleurs stable durant la période 1971-1990, avec une moyenne qui tourne autour de 5,00% de l'ensemble des secteurs (tableau 1).

La diminution constante de l'emploi dans le secteur manufacturier au Québec traduit directement la disparition de couches importantes de la classe ouvrière traditionnelle. En cela, l'évolution du Québec ne se distingue que de façon marginale des tendances observées au Canada et dans les pays industriels occidentaux. À titre d'exemple, mentionnons qu'au Canada l'importance du secteur industriel s'établissait à 16,84% et en Ontario à 21,47% de l'ensemble de la population active en 1986 ⁷. La part relative de l'emploi industriel ne cesse donc de décliner alors que celle du secteur des services augmente de manière continue. Mais avant de préciser comment les activités de ce dernier secteur peuvent faire apparaître de nouvelles figures de la classe ouvrière, il nous faut examiner plus en détail les caractéristiques spécifiques des emplois industriels et des personnes qui les occupent.

L'examen de la composition interne du secteur manufacturier (tableau 2) montre qu'au cours des vingt dernières années, les variations de la répartition de l'emploi entre les différentes branches de ce secteur n'ont pas donné lieu à des déplacements d'importance majeure. Les branches du textile et de

⁶ L'influence du pacte de libre-échange (signé entre les États-Unis et le Canada en 1988) sur le niveau de l'emploi reste difficile à évaluer avec précision, les facteurs conjoncturels (la récession) venant brouiller la direction des liens de causalité à établir. Les mesures de rétorsion adoptées par le Congrès américain se sont fait sentir avec force dans certains secteurs économiques (bois de sciage, produits agricoles, automobile, etc.). Par ailleurs, les négociations actuelles entre le Mexique, le Canada et les États-Unis sont susceptibles d'entraîner des conséquences importantes sur l'activité industrielle au Québec. La question est de savoir si l'industrie québécoise pourra concurrencer les firmes établies au Mexique, qui ne subissent pas les mêmes contraintes en matière de salaires, de protection sociale et environnementale. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan précis sur l'impact du libre-échange, que nous permettront des études approfondies sur le sujet.

⁷ Voir Statistique Canada, «Tendances au niveau de l'industrie, 1951-1986», tableau 1. Populations actives expérimentées selon la division des industries.

l'alimentation et boissons sont celles qui ont vu leur part de l'emploi décliner le plus depuis 1971 (de 5,70% pour les deux secteurs confondus). Pour ce qui est des branches qui ont accusé la plus forte croissance de leur importance relative de l'emploi, nous notons avec une progression à peu près semblable: les industries du bois (1,96%), l'imprimerie (1,57%), la fabrication de produits électriques (1,51%), le meuble (1,48%). En bref, on relève peu de changements spectaculaires en ce qui concerne la composition interne du secteur manufacturier.

La répartition de l'emploi entre les hommes et les femmes montre une division sexuelle du travail à dominance masculine. Les femmes ne détiennent que le quart des emplois en 1990 (tableau 4). En trente ans, la situation ne s'est modifiée que très lentement, puisque la participation des femmes n'a augmenté que d'un peu plus de 5,00%.

On peut avancer deux remarques pour achever le portrait de la division sexuelle du travail. En premier lieu, la présence massive des immigrantes dans certaines professions industrielles, dont les activités de fabrication, du montage et de la réparation (tableau 6: la population immigrante arrivée depuis 1946)⁸. En second lieu, la concentration des femmes (34,11% de l'effectif féminin) dans les emplois de bureau continue de se maintenir (tableau 6). Nous y reviendrons lorsque nous traiterons de l'emploi dans le secteur tertiaire.

Les données sur les groupes d'âge montrent que l'ensemble du secteur secondaire compte une plus faible représentation du groupe des 15-24 ans, particulièrement dans les emplois de la construction (tableau 5). Le phénomène de vieillissement de la population sera sans doute plus rapide que dans le secteur tertiaire où se concentrent les jeunes et les femmes récemment arrivés sur le marché du travail⁹.

⁸ Pour une illustration de cette concentration des immigrants dans les professions de fabrication, voir Badets et McLaughlin (1989). Voir également, pour une étude détaillée, Seward et Tremblay (1989).

⁹ Le vieillissement de la population québécoise au cours des prochaines années est susceptible de provoquer de nombreuses répercussions sur la répartition des groupes professionnels selon l'âge. Certaines catégories professionnelles vieillissent plus vite que d'autres: les enseignants, mais aussi les travailleurs du bâtiment, des usines de transformation, d'assemblage et de fabrication. Voir Gauthier (1991).

Tableau 4

Division sexuelle du travail dans les secteurs de l'activité économique,
Québec (1961 à 1990)

		1961	%	1971	%	1981	%	1986	%	1990	%
Tous secteurs confondus	T	1 768 119	100,00	2 169 150	100,00	2 986 535	100,00	3 089 535	100,00	3 054 000	100,00
	H	1 289 425	76,83	1 447 365	66,72	1 812 095	60,67	1 802 930	58,35	1 719 000	56,28
	F	478 694	27,07	721 785	33,27	1 174 440	39,32	1 286 605	41,64	1 335 000	43,71
Secteur primaire	T	199 943	100,00	122 110	100,00	133 690	100,00	131 690	100,00	101 500	100,00
	H	183 028	91,54	105 410	86,32	113 180	84,65	105 340	79,99	79 600	78,42
	F	16 915	8,45	3 234	13,66	20 515	15,34	26 360	20,01	21 000	20,68
Secteur secondaire, dont:	T	593 646	100,00	621 435	100,00	791 885	100,00	757 725	100,00	750 000	100,00
	H	476 109	80,20	485 725	78,12	590 300	74,54	559 910	73,89	557 000	74,26
	F	117 537	19,79	135 710	21,83	201 585	25,45	197 815	26,10	191 000	25,46
Industries manufacturières	T	464 995	100,00	501 825	100,00	642 035	100,00	597 325	100,00	583 000	100,00
	H	349 944	75,25	370 965	73,92	453 365	70,61	416 865	69,78	409 000	70,15
	F	115 051	24,74	130 860	26,07	188 670	29,38	180 455	30,21	173 000	29,67
Construction	T	128 651	100,00	119 610	100,00	149 850	100,00	160 400	100,00	167 000	100,00
	H	126 165	98,06	114 760	95,94	136 935	91,38	143 045	89,18	148 000	88,62
	F	2 486	1,93	4 850	4,05	12 915	8,61	17 360	10,82	18 000	10,77
Secteur tertiaire	T	923 263	100,00	1 218 460	100,00	1 946 540	100,00	2 090 510	100,00	2 203 000	100,00
	H	593 922	64,32	740 795	60,79	1 043 535	53,63	1 076 720	51,50	1 081 000	49,06
	F	329 340	35,67	477 655	39,20	902 560	46,36	1 013 795	48,49	1 120 000	50,08

Sources: Statistique Canada, «Tendances au niveau de l'industrie, 1951-1986», Dimensions, tableau I. Pour 1990, les données sont extraites de Statistique Canada, La population active, n° 71-001, tableau 12, Emploi selon la branche d'activité (les moyennes annuelles ont été calculées par nos soins, ainsi que le regroupement par secteurs d'activité économique). Les activités indéterminées ont été ignorées.

Tableau 5

Groupes d'âge et secteurs de l'activité économique, Québec (1986)

		Total	15-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et +
Tous secteurs confondus	T	3 083 245	20,04%	30,50%	24,27%	15,09%	8,74%	1,33%
	H	1 799 570	18,31%	29,57%	24,37%	16,01%	10,16%	1,56%
	F	1 283 675	22,46%	31,81%	24,13%	13,80%	6,75%	1,01%
Secteur secondaire, dont:	T	779 840	18,17%	31,00%	23,92%	16,26%	9,75%	0,88%
	H	575 515	17,21%	30,83%	23,92%	16,37%	10,69%	0,95%
	F	204 325	20,88%	31,50%	23,89%	15,94%	7,08%	0,68%
Industries manufacturières	T	613 295	18,83%	31,84%	23,46%	15,43%	9,54%	0,87%
	H	427 095	17,81%	31,94%	23,43%	15,22%	10,60	0,96%
	F	186 200	21,18%	31,61%	23,53%	15,89%	7,09%	0,66%
Construction	T	166 545	15,74%	29,92%	25,59%	19,31%	10,51	0,91%
	H	148 420	15,49%	27,63%	25,34%	19,66%	10,95	0,90%
	F	18 125	17,79%	30,28%	27,64%	16,44%	6,92%	0,93%
Secteur tertiaire	T	2 168 380	20,76%	30,57%	24,55%	14,53%	8,19%	1,37%
	H	1 116 215	18,75%	29,23%	24,92%	15,73%	9,69%	1,66%
	F	1 052 165	22,89%	32,00%	24,16%	13,26%	6,60%	1,06%

Sources: Statistique Canada, Le pays, n° 93-113, tableau 1 (données échantillon de 20%). Des divergences peuvent se glisser entre ces données et celles provenant des données intégrales de recensement; voir pages ix et x de ce catalogue: «Lignes directrices pour l'utilisation de cette publication».

Tableau 6

Répartition selon la profession de la population immigrante et non immigrante, Québec (1986)

Sexe	Population totale			Population non immigrante			Population Immigrante (depuis 1946)			Population immigrante récente (1978 et +)		
	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F
Toutes professions	3 083 250	1 799 570	1 283 675	2 782 000	1 617 140	1 164 855	301 250	182 430	118 825	54 385	32 195	22 190
	100%	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Directeurs, gérants, administrateurs (en %)	335 415	233 675	101 735	300 015	207 505	92 505	35 400	26 170	9 235	3 775	2 750	1 020
	10,87	12,98	7,92	10,78	12,83	7,97	11,75	14,34	7,77	6,94	8,54	4,59
Professionnels et personnels assimilés (en %)	540 135	251 900	288 235	482 390	218 520	263 870	57 755	33 385	24 365	8 455	5 020	3 430
	17,51	13,99	22,45	17,33	13,51	22,65	19,17	18,30	20,50	15,54	15,59	15,45
Employé de bureau et personnels assimilés (en %)	570 965	133 090	437 875	531 855	121 990	409 870	39 105	11 100	28 005	5 925	2 290	3 640
	18,51	7,39	34,11	19,11	7,54	35,18	12,98	6,08	23,56	10,89	7,11	16,40
Travailleurs spécialisés dans la vente (en %)	272 035	163 950	108 090	248 230	148 985	99 245	23 805	14 955	8 840	3 600	2 060	1 540
	8,82	9,11	8,42	8,92	9,21	8,51	7,90	8,19	7,43	6,56	6,39	6,94
Travailleurs spécialisés dans les services (en %)	371 920	190 040	181 890	331 050	164 300	166 750	40 870	25 735	15 135	9 710	5 995	3 715
	12,06	10,56	14,16	11,89	10,22	14,31	13,56	14,10	12,73	17,70	18,62	16,74
Travailleurs du secteur primaire (en %)	115 000	96 690	18 315	110 670	93 110	17 560	4 330	3 575	750	1 120	835	285
	3,72	5,37	1,42	3,97	5,75	1,50	1,43	1,95	0,63	2,04	2,59	1,28
Travailleurs des industries de transformation (en %)	203 835	173 985	29 845	182 715	156 335	26 375	21 120	17 650	3 470	5 290	4 210	1 080
	6,61	9,66	2,32	6,56	9,66	2,26	7,01	9,67	2,92	9,64	13,07	4,86
Travailleurs, fabrication montage, réparation (en %)	271 830	187 885	83 940	221 625	163 225	58 405	50 200	24 660	25 540	12 140	5 750	6 385
	8,81	10,44	6,53	7,96	10,09	5,01	16,66	13,51	21,49	22,13	17,85	28,77
Travailleurs du bâtiment (en %)	163 270	160 105	3 165	150 810	147 920	2 890	12 455	12 185	270	980	910	75
	5,29	8,89	0,24	5,42	9,14	0,24	4,13	6,67	0,22	1,78	2,82	0,33
Autres (en %)	238 840	208 205	30 590	222 635	195 250	27 385	16 215	13 005	3 210	3 380	2 370	1 010
	7,74	11,57	2,38	8,00	12,07	2,35	5,38	7,12	2,70	6,16	7,36	4,55

Source: Statistique Canada, « Profil de la population immigrante », Dimensions, no 93-155, tableau 6.

Le marché du travail se segmente donc selon des particularités bien précises. La description formelle des particularités de cette segmentation ne nous permet de comprendre que partiellement la dynamique de l'évolution de l'emploi: pourquoi le secteur secondaire accuse-t-il une diminution constante de ses effectifs au Québec et au Canada? L'augmentation de la productivité avec l'implantation de technologies de pointe, la saturation des marchés de consommation, la désindustrialisation de l'espace économique nord-américain au profit des nouveaux pays industrialisés, le libre-échange, l'absence de compétitivité des entreprises canadiennes et québécoises, figurent parmi les causes probables, mais difficilement pondérables, du déclin de l'emploi industriel au Québec depuis trente ans. L'observation des mouvements dans la composition du secteur secondaire montre que si le déclin d'industries traditionnelles comme le textile est clair, il demeure difficile de discerner les branches porteuses de création d'emplois. Il faut aussi noter que les branches dans lesquelles l'emploi a le plus augmenté depuis vingt ans ne se situent pas parmi celles que l'on peut qualifier «de pointe»: c'est le cas de l'industrie du bois, de l'imprimerie et du meuble qui ont déjà des assises anciennes. Par ailleurs, le dynamisme des secteurs de pointe s'évalue mal à partir du seul paramètre de la création d'emplois, celui-ci étant de moins en moins significatif pour évaluer la productivité. La modernisation des appareils de production des industries déjà anciennes, ainsi que l'émergence de nouveaux secteurs, pourraient tout au plus conduire au maintien, voire à la diminution de l'emploi, alors même que la viabilité économique de ces entreprises se maintiendrait ou irait en s'améliorant.

d) Le secteur tertiaire: expansion des activités et hétérogénéité des statuts socioprofessionnels

[Retour à la table des matières](#)

Le secteur tertiaire représente un ensemble d'activités économiques qui, *a priori*, ont peu de rapports entre elles. Longtemps considéré comme résiduel, ce secteur constitue maintenant le coeur de la réorganisation de l'économie des pays industriels et de la création d'emplois. On y retrouve les transports et les communications, le commerce, les assurances et les institutions financières, les services personnels et les services aux entreprises, ainsi que l'administration publique et la défense. Un vaste ensemble donc, qui ne se laisse pas saisir par un principe d'unité et une définition synthétique qui viendraient

ordonner selon une même logique les catégories comprises sous cette dénomination. Cependant, plusieurs catégories de travailleuses et de travailleurs de ces sous-secteurs doivent faire l'objet d'une réflexion rigoureuse si l'on veut renouveler la définition de la classe ouvrière et de ses composantes. La nature du travail, la place occupée dans la division sociale du travail, les conditions de travail, sont autant de facteurs à analyser de près et qui font apparaître de nouvelles réalités fort significatives. Il est impossible d'en faire ici l'étude exhaustive, mais elles doivent demeurer présentes dans toute démarche de clarification conceptuelle. Cols blancs et cols bleus sont de plus en plus intégrés dans certaines chaînes de production alors que les conditions de travail des employés de bureau, de commerce et des services de santé rapprochent ces catégories de ce que l'on appelait traditionnellement les couches prolétariées.

Autant par les techniques utilisées que par l'objet de l'activité, la nature du travail et les statuts socioprofessionnels, une grande diversité de situations compose actuellement la mosaïque tertiaire et rend difficile toute conclusion définitive sur l'appartenance de classe de ces catégories sociales. De nombreuses caractéristiques distinguent les activités du commerce organisées autour de la vente des marchandises, des activités qui prévalent dans les bureaux ou l'administration publique, alors que la production, le traitement et la circulation de l'information constituent les modalités principales du travail. Par ailleurs, les «services» de santé ou d'éducation reposent sur des particularités fort différentes de celles du travail de bureau et du commerce. Une relation d'aide, ou de soin, ne peut se concevoir de la même façon que la vente d'un objet matériel, à cause de la nature du travail, bien sûr, mais aussi en raison de la difficulté de soumettre complètement les services de santé à une logique marchande. À côté de ces activités, nous retrouvons les services aux entreprises, services «modernes» par excellence, dont le rôle consiste à encadrer étroitement la production industrielle et à intervenir, entre autres, dans les activités de conception, d'entretien et de diffusion des biens industriels.

Ce secteur est donc composé d'activités diversifiées et de catégories socioprofessionnelles fort hétérogènes qui rendent impossible sa définition à partir d'un seul critère de détermination de sa spécificité ou encore de sa structuration en tant que champ de l'économie. Nous essaierons cependant de découper certaines de ses frontières.

Le tertiaire représente désormais 72,10% de la main-d'oeuvre active au Québec (tableau 1). Il a continué de croître de manière continue malgré les périodes de ralentissement de l'activité économique, pour demeurer le secteur où, année après année, le volume de l'emploi créé est le plus important. Les données sur la division sexuelle du travail montrent que la participation des hommes et des femmes au marché du travail en 1990 est à peu près égale: les

femmes sont même légèrement en majorité avec 50,08% des effectifs contre 49,06% (tableau 4).

Il faut noter la présence massive des femmes dans les emplois de bureau où 34,11% d'entre elles se retrouvent (tableau 6). Par ailleurs, 22,45% de toutes les femmes au travail se regroupent dans la catégorie des soins de santé et elles sont en grande majorité infirmières et auxiliaires de la santé¹⁰. Les services personnels (coiffure, gardiennage, hôtellerie, etc.) comprennent 14,16% de l'effectif féminin total. Ces trois sous-secteurs professionnels réunis regroupent 70,72% de la main d'oeuvre féminine totale (tous secteurs confondus). On ne retrouve pas de concentration équivalente de la population masculine dans une gamme de professions aussi restreinte, de statuts aussi peu qualifiés et aussi peu rémunérés. Les régions de l'Outaouais et de Québec se démarquent par une concentration forte d'emplois tertiaires, due notamment à la présence de la fonction publique fédérale et provinciale dans chacune de ces villes (tableau 7).

---

¹⁰ Voir Statistique Canada, «Tendances au niveau de la profession, 1961-1986». Voir également Paquette (1989) pour une présentation détaillée de la situation socio-professionnelle des femmes au Québec.

Tableau 7

Répartition régionale des secteurs de l'activité économique, Québec (1989)

Régions	Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire		Total	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie								
Îles de la Madeleine	11,7	10,56	19,1	17,25	79,9	72,17	110,7	100,00
Saguenay, Lac-Saint-Jean	11,7	10,56	19,1	17,25	79,9	72,17	110,7	100,00
Québec, Chaudière-Appalaches	9,7	8,50	28,8	25,30	75,4	66,19	113,9	100,00
Mauricie, Bois-Francs	14,2	3,31	79,1	18,44	335,6	78,24	428,9	100,00
Estrie	10,5	5,28	66,6	33,51	121,6	61,19	198,7	100,00
Montérégie	9,7	8,01	35,1	29,00	76,2	62,97	121,0	100,00
Montréal et Laval	15,4	2,79	164,3	29,79	371,8	67,41	551,5	100,00
Laurentides et Lanaudière	2,5	0,25	277,4	28,31	699,6	71,41	979,6	100,00
Outaouais	9,2	3,20	81,2	28,24	197,1	68,55	287,5	100,00
Abitibi-Témiscamingue	2,7	2,08	19,4	14,99	107,3	82,92	129,4	100,00
Côte-Nord et Nord-du-Québec	11,4	18,03	10,5	16,61	41,5	65,66	63,2	100,00
	7,5	15,72	9,3	19,49	30,9	64,77	47,7	100,00

* Comprend la construction et les industries manufacturières.

Source: Données calculées à partir des tableaux de Direction..., p. 113 à 123.

e) Les statuts d'emplois

[Retour à la table des matières](#)

La restructuration du marché du travail au Québec s'accompagne d'une transformation importante des statuts d'emplois (Bellemare et Saint-Pierre, 1984). Depuis la récession de 1981, le taux élevé de chômage persiste. Il a même remonté au-dessus de la barre des 10,00% depuis 1990 et semble vouloir se maintenir à ce niveau dans les prochaines années (figure 1). Par ailleurs, les emplois à temps partiel constituent la majeure partie des emplois créés. Ainsi, en 1990, près de 45,00% des nouveaux emplois créés ont été des emplois à temps partiel ¹¹. Environ 30,00% de la main-d'œuvre féminine se retrouve dans ce type d'emplois, comparativement à 5,00% des hommes seulement (voir figure 2). Emplois de temps de crise pourrait-on penser? Cela

¹¹ Voir Direction..., 1991, p. 86.

demeure difficile à évaluer puisque depuis la récession du début de la décennie quatre-vingt, une certaine irréversibilité des processus de précarisation du travail semble se dessiner.

La difficile insertion des jeunes sur le marché du travail demeure l'une des grandes préoccupations des années quatre-vingt-dix. Le taux de chômage des 15-24 ans a atteint 15,00% en 1990, soit 1,80% de plus qu'en 1989, et ce, même si le nombre de jeunes de cette catégorie d'âge dans la population active a diminué de 4,31% sur une période d'un an seulement, en raison de changements remarquables dans la pyramide des âges au Québec (Direction..., 1991, p. 87)¹². Même si ce taux a diminué depuis dix ans, alors qu'il oscillait autour de 23,10% en 1982, on observe une remontée depuis 1989, qui pourrait s'accroître si la dégradation de la situation économique se poursuivait¹³. Cette augmentation, puis ce maintien à un taux élevé du chômage des jeunes, témoignent aussi de transformations structurelles qui touchent le marché du travail en profondeur.

La situation des jeunes travailleuses et travailleurs devient encore plus manifeste à l'examen des statistiques qui confrontent le taux de chômage au niveau de scolarité (tableau 8). De manière générale, le taux de chômage est étroitement relié au niveau de scolarité des individus. En effet, plus le niveau de scolarité est élevé, plus les chances des individus de trouver ou de conserver un emploi sont fortes. Cette relation ne semble plus jouer de façon aussi évidente pour les 15-24 ans, puisque l'on observe un taux de chômage aussi élevé chez les diplômés universitaires que chez les diplômés du collégial, même si ce taux demeure moins élevé que pour les diplômés du secondaire, et beaucoup plus faible que pour les jeunes n'ayant pas achevé une 9^e année. L'insertion sur le marché du travail des nouveaux diplômés collégiaux et universitaires devient plus difficile, compte tenu de la conjoncture économique. Dans ce contexte, l'âge constitue un indicateur de précarité comme le démontre la persistance d'un taux de chômage élevé dans ce groupe d'âge.

Pour ceux qui se sont arrêtés au secondaire, ou qui ont abandonné en cours de route, la situation est encore plus grave. Le phénomène du décrochage prend des proportions de plus en plus importantes au Québec (jusqu'à 36,00% des étudiants ne terminent pas leurs études secondaires, ce qui rejoint la moyenne nationale mais demeure inquiétant, si l'on compare ce taux aux autres pays développés). Se pose ainsi le problème de l'inadéquation entre les compétences des travailleurs mis à pied, ou en voie d'accéder au marché du travail et celles qui sont requises par de nouveaux emplois qui possèdent une haute teneur technique et professionnelle. Une formation professionnelle adéquate apparaît, avec les techniques de pointe et la libéralisation des échanges

¹² En 1990, la génération des 15-24 ans a diminué de 27 000 personnes.

¹³ Voir Gauthier dans Langlois, 1990, p. 66.

économiques, essentielle pour assurer la compétitivité des entreprises québécoises. Or au Québec justement, la formation professionnelle pose problème; non seulement n'est-elle pas valorisée, mais le lien entre les exigences de qualification des nouveaux postes de travail et le type de formation dispensé en entreprise, mais aussi dans le réseau public et parapublic (les commissions de formation professionnelle), n'assure pas une intégration étroite entre les besoins du marché du travail et les compétences des nouveaux arrivants et des salariés obligés de se recycler à la suite de mises à pied. Dans ce sens, l'importance accordée à la formation professionnelle (avec par exemple, la création d'une Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, par le ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, M. André Bourbeau) apparaît comme un moyen susceptible de résorber en partie la crise de l'emploi qui s'est installée de façon durable depuis la fin des années soixante-dix.

Figure 1
Évolution du taux de chômage (%), Québec (1975-1990)

Figure 2
Évolution du temps partiel (%), Québec (1975-1990)

FIGURE 2
Évolution du temps partiel (%), Québec (1975-1989)

Sources des deux figures: Québec, Direction... (1990). Les données pour le chômage en 1990 ont été complétées à partir de Direction..., (1990), p. 9, 10 et 86 à 101.

Tableau 8
Taux de chômage selon la scolarité et le groupe d'âge en pourcentage, Québec (1986)

	Population totale de 15-64 ans	N'ayant pas atteint la 9e année	9e à 13e année sans certificat d'études secondaires	Diplômés d'une école secondaire	Détenteurs d'un certificat d'une école de métiers	Diplômés d'une école post- secondaire non- universitaire	Diplômés d'une université
Total 15-64 ans	13,1	16,9	18,0	12,3	12,6	10,2	6,9
15-24 ans	21,6	34,9	26,9	19,6	16,3	16,4	16,8
25-44 ans	11,2	19,3	16,3	10,6	11,6	8,6	6,8
45-64 ans	10,0	13,7	11,3	9,0	9,4	7,5	3,3
Hommes 15-64 ans	12,1	16,0	16,7	11,0	11,7	9,4	5,7
15-24 ans	21,4	34,5	25,3	18,9	15,8	16,9	17,6
25-44 ans	10,2	18,6	14,9	9,1	10,7	7,9	5,6
45-64 ans	9,2	12,9	10,2	7,9	9,3	6,8	2,9
Femmes 15-64 ans	14,4	18,6	20,1	13,6	14,0	11,1	8,8
15-24 ans	21,8	35,9	29,6	20,4	16,8	16,0	16,1
25-44 ans	12,5	20,6	18,4	12,0	13,1	9,4	8,5
45-64 ans	11,4	15,5	12,8	10,5	9,5	8,6	4,4

Source: Statistique Canada, Le pays, n° 93-110, tableau 8A.

II. La classe ouvrière en transformation: enjeux et perspectives d'avenir ¹⁴

[Retour à la table des matières](#)

Depuis une trentaine d'années, la modernisation des entreprises québécoises a emprunté le chemin de l'automatisation et de l'informatisation des activités de production, tant dans les branches industrielles que dans les branches tertiaires de l'économie. Ce processus s'étend maintenant aux activités de gestion, d'encadrement et de conception de la production industrielle et

¹⁴ Sur cette question, voir tout particulièrement Saint-Pierre et Terssac (1991).

touche tant les ouvriers de la production directe, que les employés de bureau et les travailleurs professionnels (ingénieurs et designers industriels, contrôleurs de la qualité du produit, pour ne donner que quelques exemples parmi les plus significatifs)¹⁵. La micro-électronique et l'informatique interviennent comme technologies de substitution du travail humain et constituent ainsi l'une des causes importantes du déclin des couches ouvrières industrielles traditionnelles. Mais l'essor des techniques de pointe au Québec, depuis 1985 surtout, repose sur une transformation qualitative des fonctions et des usages des outils, sur une réorganisation du travail intégrant davantage les fonctions de gestion de la production et celles de la fabrication. L'ensemble de ces changements s'accompagne de formes renouvelées de mobilisation des compétences ouvrières. Apparaissent ici certains signes de rupture avec la logique taylorienne de division du travail allant dans le sens d'une recomposition de la chaîne de production (Doray, Harrisson et Saint-Pierre, 1991). Les tensions sont fortes dans ces moments de redéfinition de la professionnalité de ces catégories dont les compétences sont remises en cause dans un processus de production qui ne ressemble plus guère au procès de travail fordien. L'intégration plus poussée des fonctions des techniciens et des ouvriers de la fabrication ainsi que l'intellectualisation des tâches de surveillance et de contrôle de la production marquent des changements importants dans les caractéristiques des couches sociales oeuvrant dans la production manufacturière. Celles-ci sont composées à la fois de travailleurs professionnels très qualifiés, d'opérateurs de machines ou de travailleurs à la chaîne peu scolarisés et effectuant une tâche peu complexe, mais aussi d'employés administratifs chargés des inventaires et de la diffusion du produit. Il n'y a plus de distinctions claires entre ces catégories du point de vue de la division classique entre le travail manuel et le travail intellectuel, ou encore en considérant la division entre le travail de conception et le travail d'exécution. Les paramètres de la division sociale du travail sont à revoir en fonction de ces nouvelles réalités. Ces formes nouvelles de l'organisation du travail et de l'entreprise comme espace social de regroupement des travailleuses et des travailleurs de la production industrielle cohabitent avec des formes anciennes du travail dominées par la logique taylorienne d'organisation de la production et de la division sociale du travail.

Par ailleurs, la tertiarisation de la société fait apparaître l'importance des travailleuses et travailleurs des services dans l'organisation sociale de la production et dans la relance de l'économie des pays industriels. S'agit-il d'une entrée progressive des entreprises et des activités de services dans la logique

¹⁵ Julien parle d'un taux de pénétration des nouvelles technologies dans le secteur manufacturier qui se distribue ainsi en 1985: a) industries lourdes ou de transformation: 35%, les industries du pétrole y compris; b) industries d'assemblage: 42%; c) industries de fabrication: 23,8%. On peut avancer sans risque d'erreur que ce taux de pénétration n'a cessé de croître depuis dans ces trois sous-secteurs. Voir Julien et Thibodeau (1991), chapitre V, pp. 49-63.

industrielle et marchande ou d'une réorganisation majeure des rapports entre les activités industrielles et les activités tertiaires ¹⁶ ? Un débat et des analyses fort nombreuses sont actuellement en cours qui soulignent toute l'importance de cette réorganisation pour la place de ces couches sociales dans les rapports sociaux de production. La prolétarianisation des employés des services administratifs et commerciaux, notamment dans le secteur privé, s'accompagne d'une féminisation du travail salarié dans l'ensemble de ce domaine économique. La division sexuelle du travail constitue une autre dimension de la division sociale du travail qu'il nous faut prendre en compte dans le repérage de la diversité des figures sociales de la société néo-fordiste et de leur dénomination.

Contrairement à ce qui s'est passé dans les années soixante, le travail ne fait plus autant l'objet d'une critique sociale de grande ampleur. Au contraire, le modèle d'une société reposant sur la mise au travail généralisée de ses membres semble plus que jamais aller de soi. Ce que plusieurs auteurs ont appelé la crise du «fordisme» s'est résorbée, du moins pour un temps, dans une recherche parfois effrénée de l'emploi. A la différence de la situation de l'après-guerre, les nouveaux emplois se sont faits de plus en plus rares; la difficulté de trouver un emploi rémunéré et le taux de chômage élevé sont de puissantes sources de motivation qui oblitèrent souvent le regard critique que l'on pourrait porter sur une situation de travail jugée dévalorisante ou encore sans rapport direct avec la trajectoire de vie des individus. Mais en même temps, la hausse du niveau de scolarité et la professionnalisation de plusieurs métiers conduisent au développement d'attentes d'épanouissement et de réalisation de soi vis-à-vis du travail. Il s'agit là d'une contradiction intrinsèque de la société salariale susceptible d'ouvrir la voie vers de nouvelles revendications sur la qualité de vie au travail et hors travail, ainsi que sur la remise en cause de certains objectifs d'un mode de développement trop axé sur la compétition internationale et entraînant un écart grandissant entre pays riches et pays pauvres. Pourtant, les sociétés industrielles contemporaines, au-delà des crises économiques qui les traversent, semblent incapables de pourvoir non seulement à l'exigence première d'un travail et d'un revenu pour tous et toutes, mais aussi à la nécessité, toute aussi fondamentale, d'assurer les moyens permettant la mise en valeur des ressources physiques et intellectuelles propres à chaque individu.

Cette «servitude volontaire» ¹⁷ qu'est le travail dans les sociétés salariales a aussi changé de nature depuis les débuts de la révolution industrielle. Le travail ne désigne plus seulement cette figure prométhéenne qui se rattachait à la transformation de la matière et à la domestication des forces de la nature, mais aussi un ensemble polysémique qui comprend des activités telles que les services personnels, la surveillance de complexes automatisés, le traitement et

¹⁶ Voir Petit (1988) et Saint-Pierre (1991).

¹⁷ Selon l'expression de Godignon et Thiriet (1990).

la diffusion de l'information, pour ne donner que quelques exemples typiques des nouvelles formes du travail. Dans ce contexte, la figure identitaire de l'ouvrier comme acteur central des luttes sociales se modifie radicalement, en même temps que tend à s'estomper la référence à un principe d'action sociale unique. Par ailleurs, ce que l'on dénomme «classe ouvrière» ne peut plus se définir par une référence exclusive au mouvement ouvrier industriel ayant les assises du mouvement social dans la forme qu'il a prise après la Première Guerre mondiale et ce, jusque dans les années soixante-dix¹⁸.

Les revendications du mouvement ouvrier ont ainsi changé de nature. En fait, les organisations syndicales, dont l'importance numérique des effectifs n'a cessé de croître au Québec et au Canada, contrairement à ce qui se passe dans plusieurs pays industriels occidentaux, ne regroupent que partiellement les figures traditionnelles des couches ouvrières qui s'exprimaient à travers une identité culturelle et socio-politique de classe assez homogène. L'action ouvrière ne porte plus de revendications de transformation en profondeur de la nature des rapports sociaux de production, mais vise plutôt l'aménagement des conditions de travail, des salaires et le maintien des emplois. Un exemple de cette mutation de l'action ouvrière réside dans les revendications portant sur la santé et la sécurité ainsi que sur la prévention des risques associés aux accidents de travail. Depuis une dizaine d'années, un organisme paritaire (la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail) s'occupe de l'indemnisation des travailleuses et travailleurs accidentés, ainsi que de la mise sur pied de mesures de prévention et de réduction à la source des risques d'accidents¹⁹.

Les questions de santé et de sécurité demeurent bien sûr un enjeu fondamental pour le mouvement syndical et les salariés qui ont à faire face à des conditions de travail dangereuses. Le fonctionnement et les objectifs d'une institution comme la CSST ne sont pas sans soulever de nombreux problèmes tant dans les milieux patronaux que syndicaux. Mentionnons le financement des réparations des lésions professionnelles subies par les travailleuses et travailleurs compte tenu des coûts croissants du système (au début des années quatre-vingt-dix, le déficit dépasse les 700 millions de dollars), la judiciarisation grandissante des litiges entre employeurs et salariés et la remise en cause latente du statut paritaire de la gestion et de la prévention des risques d'accidents, tout cela dans un contexte sociétal qui insiste le plus souvent sur la responsabilité intrinsèque de l'individu aux dépens de l'ensemble des dimensions techniques, organisationnelles et humaines de l'entreprise. En effet, les années quatre-vingt ont été marquées par un retour en force des idées libérales; les syndicats ont souvent réagi de manière défensive à la remise en

¹⁸ Voir Touraine, Wieviorka et Dubet (1984).

¹⁹ Pour une analyse de l'évolution du système de santé-sécurité du travail dans les transformations du rapport salarial fordiste, voir Harrisson (1991). Voir également le numéro de *Sociologie et Sociétés* (1986) consacré entièrement aux problèmes de santé-sécurité au travail: «Travail, Santé, Prévention».

cause d'acquis et de droits obtenus dans une période économique de croissance et un contexte social plus favorable à leurs revendications. Depuis une dizaine d'années, il s'agit surtout pour les syndicats de défendre les acquis importants du système: le caractère paritaire des institutions de prévention bien sûr (les comités de santé sécurité en entreprises, les associations sectorielles dans les secteurs économiques jugés prioritaires, par exemple), mais aussi de soutenir des droits dont le domaine d'application reste plus restreint, comme le refus d'exécuter un travail dangereux ou le retrait préventif des travailleuses enceintes et qui ont fait reculer les prérogatives traditionnelles des droits de gérance patronaux.

En matière de santé-sécurité, les enjeux sont nombreux pour le mouvement syndical: la liste des produits dangereux ne cesse de s'allonger, alors que leurs conséquences sur l'organisme demeure difficile à évaluer; les techniques de pointe transforment souvent la nature des risques d'accidents (un robot est relativement aveugle pour toutes les activités qui outrepassent sa programmation initiale: entrer dans le champ de ses mouvements peut se traduire par des collisions, par exemple). Par ailleurs, les nouvelles formes de travail laissent apparaître une modification qualitative des atteintes à la santé des salariés. Dans de nombreux types d'emplois, ce n'est désormais plus exclusivement le rapport entre l'environnement physique (des objets en mouvement, des machines ou des conditions de terrain) et l'organisme humain qui constitue la menace la plus importante à la santé des travailleurs et à leur sécurité au travail. La fatigue mentale et nerveuse, l'impact des écrans cathodiques sur les capacités oculaires des usagers de ces instruments, les positions de travail (l'ergonomie physiologique et cognitive) et le stress liés à l'exercice d'activités qui exigent une attention soutenue dans un contexte de travail abstrait sont quelques exemples qui tracent une ligne de démarcation entre les caractéristiques traditionnelles du travail et les nouvelles formes du travail tant industriel que tertiaire. Bien que moins spectaculaire que les accidents qui impliquent un agent physique évident (comme dans la construction ou dans l'exploitation forestière, les deux secteurs d'activité économique où la fréquence et la gravité des accidents du travail sont les plus élevés), il n'en demeure pas moins que ce type de problèmes traduit à la fois la transformation de la nature du travail et des emplois et explique l'émergence de nouvelles revendications portant sur la qualité de vie au travail. La notion d'accidents de travail se trouve ainsi explicitement élargie et oblige à tenir compte de l'environnement global du travail et des contraintes organisationnelles et humaines.

Dans le contexte d'une crise durable de l'emploi, ces revendications se traduisent plus difficilement en mesures précises. La réponse du mouvement syndical à ce contexte socio-politique défavorable est généralement pragmatique: la plupart des organisations syndicales ne visent pas la réduction complète des accidents de travail, ni l'élargissement tous azimuts de la notion

même de risque professionnel. La crise financière du régime de santé-sécurité au travail empêche de passer à l'offensive et de socialiser davantage les coûts et les responsabilités d'un système d'indemnisation dont les répercussions se font sentir sur l'ensemble du fonctionnement du marché du travail (que l'on songe par exemple à la réadaptation des travailleurs accidentés, à leur recyclage et à leur réinsertion en milieu de travail). En cette matière cependant, il est impossible de passer sous silence que la négociation collective se prête de plus en plus à l'institutionnalisation de son expression; les rapports de travail dans le Québec contemporain se contractualisent de façon prononcée, protégeant ainsi certaines couches ouvrières qui jouissent d'avantages syndicaux ou institutionnels.

Mais qu'en est-il des «autres», des laissés-pour-compte dans cette conjoncture économique difficile: les jeunes, les immigrés et les non syndiqués? Le plus souvent, les mécanismes de rajustements «concurrentiels» du marché du travail interviennent de manière abrupte: emplois précaires, licenciements temporaires (donc, chômage répété), difficultés d'insertion dans des secteurs d'emploi fermés et protégés par des formes corporatistes de défense du statut, aide sociale prolongée, réorientation professionnelle en cours de carrière, pour ne pas parler de mises à pied définitives. Le travail, bien qu'il ne représente sans doute plus la source exclusive de la quête d'identité des individus, demeure encore aujourd'hui, par la force de la contrainte économique qu'il recèle, un passage obligé de leur reconnaissance comme acteurs sociaux.

Cette complexité du social constitue un défi majeur à la formation d'une nouvelle identité ouvrière et à la configuration de ces couches hétérogènes en tant que classe sociale et acteur social dans la société néo-fordiste. Elle repose non seulement sur des décalages importants entre les contenus du travail et les exigences de qualification des divers postes de travail, mais elle renvoie aussi à l'hétérogénéité des statuts d'emplois et aux caractéristiques socio-économiques des personnes détenant ou non un emploi rémunéré. La division en classes sociales des sociétés industrielles développées passe davantage, à l'heure actuelle, par cette segmentation du marché du travail que par la place occupée dans les rapports économiques de production et notamment dans le rapport salarial de type fordiste.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

- AKYEAMPONG, E.B. (1989), «*Évolution de la main-d'oeuvre temporaire*», Perspective, Statistique Canada, été, p. 49-55.
- BADETS, J. et N. McLAUGHLIN (1989), «Les immigrants fabricateurs de produits», Perspective, Statistique Canada, hiver, p. 43-53.
- BELLEMARE, D. et C. SAINT-PIERRE (dir.) (1984), *Les stratégies de reprise*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin.
- BOYER, P. (1987), *La théorie de la régulation: une analyse critique*, Paris, La Découverte.
- CLARK, C. (1960), *Les conditions du progrès économique*, Paris, Presses universitaires de France.
- DESCENT, D., L. MAHEU, M. ROBITAILLE et G. SIMARD (1989), *Classes sociales et mouvements sociaux au Québec et au Canada*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin .
- DE SÈVE, M. (1988), «Pour une mise à jour des caractéristiques de l'emploi féminin de 1961 à 1986», *Interventions économiques*, hiver, 20/21, p. 59-101.
- DIRECTION DE LA RECHERCHE DU MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE, DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (1990), *Perspectives sectorielles du marché du travail au Québec et dans ses régions, 1990, 1991 et 1994*, Québec, Les Publications du Québec.
- DIRECTION DE LA RECHERCHE DU MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE, DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (1991), «*Perspectives sectorielles du marché du travail au Québec et dans ses régions, 1990, 1991 et 1995*», *Le marché du travail*, juillet, p. 9 et 10 et 86-101.
- DOFNY, J. et M. RIOUX (1962), «Les classes sociales au Canada français», *Revue française de sociologie*, vol. III, no 3, p. 290-300.

- DOFNY, J. (1978), «Les stratifications de la société québécoise», *Sociologie et Sociétés*, vol. 10, n° 2, p. 87-101.
- DORAY, P., D. HARRISSON et C. SAINT-PIERRE (1991), *Changements technologiques et division du travail—les métiers de la planification en recomposition*, CREST-UQAM, communication présentée au congrès de l'ACFAS, réseau Travail, Université de Sherbrooke, le 21 mai 1991 (à paraître).
- FISHER, A.G.B. (1945), *Progrès économique et sécurité sociale*, Paris, Librairie de Médicis.
- GAUTHIER, H. (1991), *La population active au Québec: aspects démographiques*, Québec, Les Publications du Québec.
- GODIGNON, A. et J.-L. THIRIET (1990), «De la servitude volontaire. Réflexions sur l'agir moderne», *Le Débat*, mars-avril, n° 59, p. 145-151.
- HARRISSON, D. (1991), «La santé et la sécurité du travail: de nouveaux rapports à la lumière des mutations de la décennie 1990», *Revue internationale d'action communautaire*, 25/65, 1991, p. 53-63.
- JULIEN, P.-A. et J.-C. THIBODEAU (1991), *Nouvelles technologies et économie*, Sillery, Presses de l'Université du Québec.
- LANGLOIS, S. et al. (1990), *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- LEMELIN, C. (1986), «Les jeunes et le marché du travail», dans F. Dumont (dir.), *Une société des jeunes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 237-256.
- LINTEAU, P.-A. et al. (1986), *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal.
- LIPIETZ, A. (1979), *Crise et inflation: pourquoi ?*, Paris, François Maspero.
- LIPSIG-MUMME, C. et R. ROY (1989), «La population syndiquée au Québec», *Labour-Le travail*, n° 23, p. 119-157.
- LOJKINE, J. (1986), *La classe ouvrière en mutations*, Paris, Messor/Éditions sociales.
- PAQUETTE, L. (1989), *La situation socio-économique des femmes. Faits et chiffres*, Québec, Les Publications du Québec.
- PETIT, P. (1988), *La croissance tertiaire*, Paris, Economica.
- SAINT-PIERRE, C. (1990a), «Transformations du monde du travail», dans F. Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 67-79.
- SAINT-PIERRE, C. (1990b), «La place des femmes sur le marché du travail», dans R. Tessier et Y. Tellier (dir.), *Historique et prospective du changement planifié*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, p. 253-266.
- SAINT-PIERRE, C. (1991a), «Tertiairisation et division sociale du travail: les multiples visages des cols blancs», *Sociologie et Sociétés*, vol. 23, n° 2, p. 169-182.
- SAINT-PIERRE, C. et G. DE TERSSAC (dir.) (1991b), «Le travail, autres réalités, autres regards», *Revue internationale d'action communautaire*, 25/65.
- SEWARD, S.B. et M. TREMBLAY (1989), *Immigrants in The Canadian Labour Force: Their Role in Structural Change*, Ottawa, Institute for Research on Public Policy, septembre.
- SOCIOLOGIE ET SOCIÉTÉS (1986), «Travail, Santé, Prévention», vol. XVIII, n° 2, octobre.

- STATISTIQUE CANADA, «Tendances au niveau de la profession 1961-1986», Dimensions, no 93-151.
- STATISTIQUE CANADA, «Tendances au niveau de l'industrie, 1951-1986, Dimensions, no 93-152.
- TREMBLAY, D.-G. et V. VAN SCHENDEL (1991), Économie du Québec et de ses régions, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin.
- TOURAINÉ, A., M. WIEVIORKA et F. DUBET (1984), Le mouvement ouvrier, Paris, A. Fayard.

Fin du texte